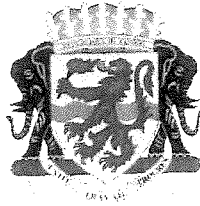


République du Congo



*Unité * Travail * Progrès*

ALLOCUTION

**DE S.E.M JEAN-CLAUDE GAKOSSO,
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DE LA COOPERATION ET DES
CONGOLAIS DE L'ETRANGER**

**AU DEBAT GENERAL DE LA 73^{em} SESSION DE L'ASSEMBLEE
GENEREALE DES NATIONS UNIES**

Vérifier au prononcé

New York, Le 29 Septembre 2018

. **Madame la Présidente,**
 . **Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,**
 . **Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs**
de délégation,

C'est pour moi un agréable devoir de prendre la parole à cette auguste Assemblée, réunie en ce lieu à la fois mythique et mémorable dévoué à la paix dans le monde, et ce au nom de S.E.M. Denis **Sassou Nguesso**, Président de la République du Congo.

Madame la Présidente,

La paix - on ne le dira jamais assez - n'a pas d'alternative. Notre intime conviction est qu'elle est l'un des biens les plus précieux que nous tenons à la fois de la Providence et de notre humaine intelligence.

La paix, Madame la Présidente, est bien ce trésor irremplaçable qu'ont en partage toutes les nations du monde, tous les peuples de la terre et l'ensemble de la communauté des Etats.

C'est la paix - ne l'oublions jamais - qui est la raison d'être de ce bel édifice que sont les Nations Unies. C'est bien elle qui est le mobile essentiel de notre présence régulière et assidue en ces lieux.

Or, qu'observons-nous aujourd'hui en jetant un regard panoramique sur notre monde et les « idéologies » nouvelles qui en émergent?

Hélas:

- l'exacerbation et la persistance des tensions entre les États ;
- la résurgence des nationalismes que l'on croyait surannés ;
- la banalisation du discours sectaire fondé sur la glorification de l'identité ;
- la contamination xénophobe de certaines couches sociales ;
- l'intolérance ethnique, voire raciale, et la dénégation de l'autre, touchant parfois des populations entières ;
- la remise en cause de cette formidable diversité des expressions culturelles, canonisée ici même et qui constitue la richesse de notre monde ;
- la remise en question du multilatéralisme, pourtant source d'équilibre dans les relations internationales ;
- la multiplication des signes de rupture, notamment par la mise à mal des postulats fondateurs de l'imprescriptible Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dont nous célébrons les 70 ans cette année ;

Par ailleurs, nous voyons **proliférer les conflits en divers points de la planète, tandis que le terrorisme abject et l'extrémisme violent, qui se nourrissent du prosélytisme religieux**, ont pris en otage de vastes territoires qu'ils ont transformés en zones de non-droit, encouragé en cela par l'irrépressible vanité des uns et les calculs géostratégiques égoïstes des autres.

Notre monde – on le voit bien - est entré dans une nouvelle période d'incertitudes et de turpitudes. Une période qui, à certains égards, nous renvoie la mémoire des sombres années-30 du siècle dernier. La terrible idée de « guerre entre les Etats » a resurgi dans le vocabulaire de

l'actualité...même si pour l'heure, par euphémisme, on l'habille du qualificatif « commerciale ».

Tout cela se passe sous nos yeux, Madame la Présidente, **alors que tous - et sans exception - nous appartenons à cette divine et unique race humaine !** Alors que tous nous sommes les habitants à droit égal et à part égale de cette demeure commune et fragile qu'est la planète !

Madame la Présidente,

Que dire de la crise migratoire et du bilan macabre de ces milliers de vies humaines, souvent jeunes, englouties dans les profondeurs abyssales de la Méditerranée ?

Comment pourrions-nous, nous Nations Unies, rassemblées ici au sein de ce cénacle pacifique et fraternel, nous peuples humains réunis dans une communauté de destin, comment pourrions-nous demeurer sans réagir face à cette saignée juvénile sans précédent dans l'histoire ?

Comment pourrions-nous rester les bras croisés face au sort tragique d'un continent qui se dépeuple sous nos yeux, et se prive de ses forces vives, de sa jeunesse vaillante et des bras valides, censés construire son avenir ? Comment pourrions-nous continuer de rester indifférents face à un malheur d'une telle ampleur et dont les conséquences à long terme nous rattraperont un jour ?

Bien-sûr qu'il nous faut agir. Il nous faut agir ensemble et sans délai. Surtout, il nous faut « *Rendre*, comme nous le disons si bien dans l'intitulé du thème de cette 73^e session, thème auquel nous apportons évidemment notre totale

adhésion, (surtout, il nous faut rendre) *les Nations Unies pertinentes pour tous les peuples* ».

Madame la Présidente,

Individuellement et collectivement, nous devons tous œuvrer à la construction et à la préservation de la paix dans le monde, car les conflits - quelle que soit leur nature - engendrent partout les mêmes conséquences : destructions et frustrations, blessures et meurtrissures. Travailler à leur règlement est une exigence morale.

C'est précisément cette exigence morale et éthique qui inspire depuis des années l'action inlassable en faveur de la paix du Président Denis Sassou Nguesso, et cela tant au plan intérieur qu'au plan extérieur.

Ainsi, dans le cadre de la recherche de solutions aux graves crises qui secouent le cœur de l'Afrique, mon pays, qui assure à la fois la présidence de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs et la présidence du Mécanisme Régional de suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, mon pays, disais-je, est devenu quasiment le siège de la palabre africaine, le lieu où se succèdent sommets de Chefs d'Etat et conférences ministérielles, négociations et concertations pour la paix dans la région.

En mai-juin dernier, ce sont les Nations Unies elles-mêmes qui y ont organisé la 46^{ème} Réunion ministérielle du Comité Consultatif Permanent chargé justement des questions de paix et de sécurité en Afrique centrale. Avec des recommandations fortes à l'endroit des gouvernements des

pays membres, les exhortant à plus de responsabilité, afin que la région soit définitivement débarrassée de la violence armée pour ne se consacrer qu'à son propre développement et au bien-être des populations.

Madame la Présidente,

S'agissant précisément de cette région du centre de l'Afrique, la République du Congo voudrait du haut de cette tribune se féliciter des dernières évolutions survenues en République Démocratique du Congo, pays, appelé à se choisir de nouveaux dirigeants à la fin de cette année.

La République du Congo salue une fois encore la décision sage et courageuse du Président **Joseph Kabila** de ne pas postuler à sa propre succession à l'occasion de la prochaine élection présidentielle. Mon pays **invite toutes les parties et tous les acteurs à consolider le dialogue, à privilégier la concertation et à prôner la pondération**, afin que le processus électoral en cours se déroule dans la paix.

La République du Congo exprime sa vive préoccupation face à la recrudescence de la violence armée en République Centrafricaine. Elle en appelle aux groupes rebelles qui hésitent encore à intégrer le processus de paix conduit courageusement par le Président Faustin Archange Touadéra à s'y engager résolument et de bonne foi, avec l'appui du **Panel de l'Initiative Africaine** et le soutien des autres entités facilitatrices.

La République du Congo encourage toutes les initiatives qui concourent au retour de la paix en Libye. Elle soutient l'idée de tenir dès que possible des élections

générales, inclusives et crédibles, libres et transparentes, tout en considérant qu'il est primordial de créer un contexte d'apaisement, notamment par l'organisation d'une **conférence de réconciliation**, ce afin que les élections n'ajoutent pas de la violence à la violence.

Madame la Présidente,

En République du Congo même, le Département du Pool, dans la partie Sud du pays, naguère en proie à une rébellion, a enfin retrouvé le bonheur de la paix. Grâce aux efforts conjugués des plus hautes autorités de l'Etat et des partenaires internationaux, un Accord de cessez-le feu et de cessation des hostilités a été signé le 23 décembre 2017, qui est progressivement entré en application.

C'est ici le lieu de saluer l'accompagnement des Nations Unies, notamment dans la mise en place rapide du financement du Programme « Désarmement, Démobilisation et Réinsertion des ex-combattants ».

Madame la Présidente,

Pour la République du Congo, la réalisation des idéaux de paix et de développement au bénéfice de la multitude passe forcément par une plus grande intégration des femmes et des jeunes dans les processus de décisions et d'actions visant l'éradication de la pauvreté et l'accès du plus grand nombre aux conditions de bien-être social.

Notre intime conviction est que l'on ne peut espérer bâtir des sociétés plus justes, plus prospères et où il fait bon vivre, **tant que les femmes qui sont la moitié de l'humanité, tant**

que les jeunes qui sont les bâtisseurs du monde de demain ne jouiront pas pleinement de leurs droits.

C'est pourquoi mon pays n'a jamais rien ménagé pour mettre en œuvre ses engagements internationaux, notamment en faisant confiance et en donnant une prépondérance positive à ces deux catégories de population.

En adoptant, cette année, son Plan National de Développement – « PND 2018-2022 » - le Gouvernement de mon pays entendait et entend mettre en avant trois grands axes stratégiques qui impliquent justement et fortement les femmes et les jeunes, à savoir: la formation au sens large, la gouvernance et la diversification de l'économie, avec un accent particulier sur l'agriculture, l'élevage et la pisciculture.

Madame la Présidente,

Il y a quelques jours, à cette même tribune, le Secrétaire Général de notre Organisation, **António Guterres**, en appelait aux dirigeants du monde à **ne plus perdre de temps pour protéger notre planète des conséquences désastreuses du changement climatique.** Il affirmait en même temps que les outils pour rendre nos actions plus efficaces existent bel et bien, qu'en plus ces outils sont entre nos propres mains.

Cet appel a eu une résonance particulière dans mon pays. Un pays situé au cœur du Bassin forestier du Congo où, depuis des années, le Président Sassou Nguesso s'emploie corps et âme, avec le soutien de ses pairs, à préserver l'incalculable patrimoine que constituent les forêts équatoriales et l'extraordinaire biodiversité qu'elles abritent.

Aussi, voudrais-je, du haut de cette tribune, inviter mécènes et donateurs, philanthropes et amis de la nature, les frères et sœurs favorisés de la fortune, tous les gens de bonne volonté et de toutes les nations, à se joindre aux peuples d'Afrique Centrale pour protéger les forêts du Bassin du Congo, pour assurer un air pur et sain à nos enfants, à nos descendants, à l'humanité toute entière et à la postérité.

J'interpelle la conscience universelle et j'en appelle solennellement à tous, afin que, dans une sorte d'union sacrée et sous le leadership des Nations Unies, nous donnions force et vigueur aux précieux instruments que nous avons nous mêmes mis en place pour prendre part à la bataille dans laquelle nous sommes engagés depuis l'Accord de Paris, à savoir la *Commission-Climat du Bassin du Congo* et le *Fonds Bleu pour le Bassin du Congo*.

Deux instruments destinés à préserver plus efficacement les forêts d'Afrique Centrale et à protéger la vie sur cette belle et irremplaçable planète bleue.

Ces instruments, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les décideurs, n'attendent que nos contributions généreuses **pour servir la cause de l'Humanité.**

Je vous remercie.